

LE VÉLO ET LE FEU



SUR DES
INCENDIES
DE VÉHICULES
DE GRANDES
ENTREPRISES
ET DU CORPS
DIPLOMATIQUE

ET SUR
L'ARRESTATION
D'UN COMPAGNON
ANARCHISTE



Début décembre 2022

Le 11 juin 2022 Ivan se faisait arrêter au petit matin par la SDAT, accusé de six incendies de véhicules. Ces incendies ont tous été revendiqués en ligne, la plupart menés en solidarité avec d'autres anarchistes dans le monde. Ce cas de répression étatique, comme beaucoup d'autres, nécessite une réponse, mais nécessite aussi qu'on y réfléchisse. Ce qui nous intéresse c'est les circonstances de son arrestation : une mise sous surveillance étroite pendant des mois, et une mise en cause fondée principalement sur une vidéo prise par l'interphone d'une clinique. Une pression, sous forme d'interrogatoires, exercée sur ses proches; et sur lui-même, avec le blocage de son courrier des mois durant. L'attitude du compagnon face à la répression nous semble aussi intéressante : il ne collabore pas avec la justice, mais affirme être anarchiste et partager tout acte allant contre l'État et le capital.

Il nous semble qu'il y a des leçons à tirer de cette affaire. Que l'État ne lésine pas sur les moyens de surveillance, mais que ces moyens là ne sont pas d'une efficacité parfaite, comme on peut le voir dans les descriptions de filatures du dossier. Qu'en plus de ça, contrairement à ce qu'on a tendance à penser, accéder aux données de téléphones ou d'ordinateurs n'est pas aussi simple pour les flics lorsqu'on prend le soin de mettre des mots de passe et/ou de crypter ces machines (ce qui n'empêche qu'il faut en avoir une utilisation raisonnable, dans le sens où l'incapacité technique pour craquer ces codes ne sera peut-être pas toujours d'actualité). Et que l'histoire de la vidéo de l'interphone, peu importe qui est la personne présente dessus, nous semble aussi particulièrement importante, car nous sommes nombreux à ne pas avoir été au courant avant cette affaire que ces interphones filment en permanence, et doivent donc être considérés comme n'importe quelle caméra de surveillance, publique ou privée, y compris les téléphones que de bons citoyens dégagent pour filmer, à la moindre petite altérité dans leurs vies monotones.

Au-delà de cela, la solidarité d'Ivan avec Alfredo Cospito, compagnon anarchiste en grève de la faim en Italie contre sa mise à l'isolement, nous semble aussi être un acte éloquent de solidarité entre anarchistes.

Nous publions ici tout d'abord les lettres d'Ivan et les nouvelles à propos de son affaire et de sa détention. Ensuite, il y aura une lettre du compagnon anarchiste Damien, qui se trouvait en juin à la taule de Draguignan et qui a été « interrogé » sur cette affaire. Suivent les revendications des incendies dont Ivan est accusé et celles des actions qui ont été faites en solidarité avec lui. Vous trouverez aussi le résumé d'un premier survol du dossier d'enquête. Pour finir, nous publions comme contribution au débat un ancien texte sur ce que devrait être la solidarité révolutionnaire.

Sur le contenu de la brochure, vous ne trouverez pas ici des longues listes d'incendies de voitures, dont on ne connaît pas les mobiles. Des mobiles qui pourraient être aussi bien réformistes, confus ou, pourquoi pas carrément

autoritaires. Nous pensons qu'il y a une différence substantielle, qualitative, entre le simple « désordre » et la violence émancipatrice, révolutionnaire. Par conséquent, nous ne voulons pas faire de la récupération politique d'actions faites pour des raisons dont nous ignorons si elles sont compatibles avec les nôtres : la lutte contre toute autorité. Nous ne voulons pas non plus noyer le poisson de la lutte antiautoritaire dans le marécage d'une « conflictualité sociale », prétendument diffuse, qui n'en est pas toujours une, mais qui est parfois construite à posteriori par un travail d'interprétation clairement orienté.

La solidarité c'est l'attaque !

*Des anarchistes,
début décembre 2022
leveloetlefeu@riseup.net*

DE JUIN À NOVEMBRE 2022, DES NOUVELLES D'IVAN DEPUIS SON ARRESTATION JUSQU' AUX DERNIÈRES INFOS DEPUIS LA PRISON DE VILLEPINTE

Lettre d'Ivan depuis la maison d'arrêt de Villepinte

Paris-Luttes.info / 27 juin 2022

15 juin 2022

Je m'appelle Ivan, je suis anarchiste.

J'ai été arrêté par la SDAT [1] samedi 11 juin, vers 3h30, pas loin de chez moi, alors que je rentrais.

Je suis inculpé de six incendies de véhicules qui ont eu lieu à Paris et Montreuil entre janvier et juin, souvent revendiqués en solidarité avec des prisonnier.e.s anarchistes (la dernière, la voiture d'une ambassade a été incendiée le soir de mon interpellation, dans le 17e).

Pendant des mois, les flics ont mis en place des filatures, des écoutes téléphoniques, ils ont installé une caméra dans l'entrée de mon immeuble, ils ont intercepté mon courrier (notamment les lettres des compas en prison) et regardé mon compte en banque.

Une autre personne (on se connaît seulement de vue mais il a toute mon estime) a été suivie, écoutée, etc., aussi mais pas mis en cause. Courage, mon vieux !

L'enquête de la SDAT a commencé en février 2022 sur ordre de la procureure Laure-Anne Boulanger, du parquet de Bobigny.

Ils ont aussi sorti des tiroirs une autre enquête, classée, qui avait été menée par d'autres flics, sur une cinquantaine d'incendies de véhicules, revendiqués par les anarchistes, à Paris et environs, entre juin 2017 et 2021. La SDAT a "réuni" les deux enquêtes, mais la juge d'instruction (Stéphanie Lahaye du tribunal de Bobigny) a retenu seulement les six dernières actions. Pour les autres, je suis "témoin assisté".

En plus de "destruction par moyen dangereux", il y a aussi les accusations de mise en danger de la vie d'autrui, le refus de la signalétique (photos, ADN, empreintes, ils ne me les ont pas prises de force, malgré les menaces), le refus de donner les clés de chiffrement de mes ordinateurs et les mots de passe des téléphones.

En ce moment, je suis en détention préventive à la Maison d'Arrêt de Villepinte. Je suis en forme, je vais bien même si mes proches me manquent beaucoup.

Normal, c'est la taule, et il faut la mettre en compte, quand on est ennemi de cette société.

Le retour de promenade est le moment le plus dur, ici. C'est quand la porte se ferme jusqu'au lendemain. Mais je me tourne vers la fenêtre et regarde dehors.

Là-bas, quelque part, des compas continuent à se battre. Rien n'est fini.
Dès que j'aurai d'autres informations sur cette affaire, j'en écrirai plus (je n'ai pas beaucoup d'autres choses à faire !).

Mes pensées vont aux anarchistes en prison, partout dans le monde : à Damien (en taule à Draguignan), à Alfredo, à Anna, à Juan, à Toby, à Giannis Michailidis en grève de la faim... et à vous tou.te.s, là dehors !

La solidarité c'est l'attaque !
Vive l'anarchie !

Ivan

Note:

[1] Sous-Direction Anti-Terroriste de la Direction centrale de la police judiciaire

Quelques nouvelles d'Ivan (16 août)

Anarchist Bure Cross/ 22 août 2022

Voici quelques nouvelles d'Ivan, le compagnon anarchiste arrêté le 11 juin en région parisienne pour incendie et en détention préventive à la maison d'arrêt de Villepinte.

Il va bien. Après deux semaines en cellule seul, il est maintenant avec un autre détenu.

Pendant que le compagnon était en garde à vue, la SDAT a auditionné aussi sa compagne. Quelques semaines plus tard, ils ont convoqué pour interrogatoire aussi sa fille (de 12 ans) et la mère de cette dernière. Les flics voulaient interroger la jeune fille toute seule, mais sa mère a refusé de la quitter.

Le compagnon n'a pas encore eu accès au dossier de l'enquête. La remplaçante de la juge d'instruction justifie son refus avec le fait qu'Ivan n'a rien déclaré lors des interrogatoires. L'avocate fera appel de cette décision de la juge remplaçante.

Depuis le 19 juillet, le compagnon ne reçoit plus son courrier (à une exception près). C'est peut-être parce que la juge est en vacances ?

Du coup, ne vous étonnez pas si vos lettres restent, pour l'instant, sans réponse. En tout cas, Ivan a toujours répondu à chaque lettre reçue.

Continuons à lui écrire et à montrer notre solidarité par tous les moyens nécessaires.

Vive le feu, vive l'attaque !

Son adresse :

Ivan Alocco

n. d'écrou : 46355

M.A. de Villepinte

40, avenue Vauban

93420 Villepinte

Une lettre d'Ivan, de la prison de Villepinte

Anarchist Bure Cross / 25 septembre 2022

J'écris pour partager quelques réflexions et donner des nouvelles.

Je voudrais commencer par quelque chose qui illustre bien les méthodes du système judiciaire.

Quelque jours après mon arrestation, la juge qui a instruit l'enquête, Stéphanie Lahaye, a envoyé deux flics de la SDAT (dont l'OPJ « RIO 1237232 » – comme des machines, ils se nomment par des nombres) interroger ma fille et sa mère. Obéissant à ses ordres, aux procédures de la justice de l'État, ils ont essayé de faire pression sur une jeune fille de 12 ans. Ils auraient voulu l'interroger toute seule. Sa mère, évidemment, a refusé de la quitter.

Une procédure ordinaire, banale, un acte nécessaire à l'établissement de la vérité, pour juges et flics. Une façon, à mon avis, d'essayer de répandre la crainte. Un avertissement à mes proches et à tout un chacun car, dans la logique inquisitoriale de la Justice, les personnes qui restent ou qui se placent aux côtés d'un anarchiste inculpé pour des actions directes sont suspectes et doivent être importunés.

C'est un peu la même logique qui a été utilisée à mon encontre. Quand la même OPJ, lors des audiences de la GAV, me demandait, me reprochait d'avoir soutenu des anarchistes emprisonnés, en France et dans d'autres pays. De leur avoir écrit et parfois envoyé un peu d'argent. Bien sûr, j'ai souvent écrit à des nombreux compas emprisonnés et j'ai fait de mon mieux pour leur exprimer ma solidarité. Parce que ce sont des anarchistes et aussi parce que je suis convaincu de la justesse et de la nécessité des actions dont certains d'entre eux sont inculpés. Je pense que la solidarité, par tous les moyens nécessaires, avec des compas frappés par la répression est fondamentale.

Éviter de se solidariser ouvertement avec eux, de peur que la répression s'élargisse, signifierait rentrer dans le jeu de la Justice, accepter sa logique. Une logique qui nous ferait reculer de plus en plus, jusqu'à abandonner, ou presque, les révolutionnaires emprisonnés.

Mais venons-en maintenant aux faits pour lesquels je suis actuellement en détention préventive. Voici la liste des incendies :

- le 22 janvier 2022, un véhicule Enedis (à Paris) et un véhicule SFR (à Montreuil)
- le 20 février, un véhicule de l'Est Républicain (à Montreuil)
- le 4 mars, une voiture avec plaque diplomatique et une Aston Martin (à Paris)
- le 24 avril, un véhicule Enedis (à Paris) [et une voiture de la RATP]
- le 11 juin, une voiture avec plaque diplomatique (à Paris).

Comme je disais dans ma première lettre, je suis aussi témoin assisté dans une autre enquête, commencée par la PJ de Paris. Celle-ci porte sur 53 incendies de

véhicules, revendiqués par des anarchistes, entre 2017 et 2021. Je n'en sais pas plus sur ce volet de l'affaire.

Dans cette liste, il y a des voitures d'institutions étatiques étrangères (ou de leurs hauts fonctionnaires), dans des quartiers riches de Paris. Des incendies qui doivent donner une image mitigée de la France, face au personnel diplomatique de ses partenaires internationaux. Pour ma part (et je sais que je ne suis pas le seul), je pense que tous les États sont les responsables directs des guerres, de l'exploitation, de la répression subies par des milliards de personnes. On pourrait voir ces incendies comme un petit retour de flamme. Dans l'attente de mieux.

Il y a aussi des véhicules de riches et de grandes entreprises, par exemple du secteur énergétique (comme Enedis, filiale d'EDF). Des sociétés qui, sous couvert de « souveraineté énergétique », entraînent les nuisances nucléaires d'aujourd'hui, les possibles désastres nucléaires de demain. Il y a des entreprises qui nous abrutissent avec leur propagande des valeurs capitalistes et étatiques (comme le quotidien l'Est Républicain) ou qui nous enferment dans la toile d'araignée numérique (comme SFR).

Chacune de ces actions a été expliquée par une revendication et je n'ai rien à y ajouter. En ce qui me concerne, je ne peux que soutenir de tout mon cœur la pratique de l'action directe destructrice. Je soutiens le choix des cibles de ces attaques, leurs motivations et le fait de les revendiquer ouvertement comme des apports à la lutte anarchiste contre l'État et le système capitaliste. Même chose pour la pratique de la solidarité internationaliste avec des anarchistes emprisonnés, que ces actions ont souvent exprimé.

Pour les nouvelles :

le 5 octobre je passerai devant le Juge des Libertés et de la Détention, qui décidera si prolonger la préventive ou me laisser sortir.

La nouvelle juge d'instruction qui s'occupe de mon affaire (la précédente à changé d'affectation) est Anne Grandjean, toujours au tribunal de Bobigny.

Mon courrier (en entrée et en sortie) est toujours bloqué, depuis le 19 juillet. Apparemment ça devrait se débloquer sous peu (enfin, il faut tenir compte des lenteurs de la bureaucratie judiciaire). En tout cas, dès que je pourrai le recevoir, j'essayerai de répondre à chaque personne qui m'a écrit, que je remercie à l'avance.

Le dossier de l'équeute a été déposé au greffe de la prison, du coup je pourrais (toujours en tenant compte des lenteurs de la bureaucratie carcérale) en savoir un peu plus sur ce que les flics disent.

Mes remerciements, de tout cœur, vont à mes proches, aux compas de l'Anarchist Bure Cross, à la Cassa Antirepressione delle Alpi Occidentali (aussi pour leur gentile disponibilité au soutien financier). Et à vous tou.tes qui m'avez écrit !

Un clin d'oeil à ceux et celles qui expriment leur solidarité par les actes, comme la belle banderole à Bure et celle près de Caen, les pancartes à l'arrivée du Tour de France, l'incendie d'un utilitaire de Vinci à l'Hay-les-Roses, d'un véhicule de l'entreprise de télécommunications Cosmote, à Athènes, d'une antenne-relais à Barcelone ou encore le saccage d'antennes-relais dans le Gers. Merci !

Une accolade fraternelle aux compagnons et compagnonnes anarchistes enfermés dans les prisons du monde entier, en particulier à Alfredo, qui lutte contre le 41-bis.

Vive l'anarchie !

Ivan

Villepinte, 25 septembre 2022

Ivan, renouvellement de détention préventive

Anarchist Bure Cross / 9 octobre 2022

Quelques nouvelles

Le 5 octobre, le compagnon anarchiste Ivan, arrêté le 11 juin car accusé de 6 incendies de véhicules, est passé devant la JLD, au tribunal de Bobigny. La vice-présidente Claire Vettier, la même qui avait entériné l'incarcération du compagnon le 13 juin, a renouvelé sa détention préventive pour quatre mois encore.

Entre-temps, son courrier semble se débloquer. Même si les anciennes lettres continuent de se couvrir de poussière dans le bureau de la juge d'instruction, le compagnon a reçu deux cartes postales et une lettre, envoyées ces derniers jours. Ça lui a fait un très grand plaisir et il remercie qui a pensé à lui. N'oublions pas les révolutionnaires emprisonnés.

La solidarité c'est l'attaque

Ivan entre en grève de la faim en solidarité avec Alfredo

Anarchist Bure Cross / 27 octobre 2022

Depuis quelques jours, en Italie, le compagnon anarchiste Alfredo Cospito mène une grève de la faim contre son placement en régime 41 bis, la « prison spéciale ».

Encore une fois, Alfredo est en train de lutter aussi pour nous tous et toutes. Pour qu'on ne se résigne pas à la répression grandissante comme à une fatalité.

Même si ma situation est loin d'être comparable à la sienne, je suis à ses côtés. Étant enfermé, mes marges de manœuvre sont limitées. **Jeudi 27 octobre, je commence donc une grève de la faim en solidarité avec sa lutte.**

Je suis conscient que le mien n'est autre qu'un geste symbolique et je ne sais pas combien de temps j'arriverai à tenir. Mais j'espère que ce petit geste pourra l'aider à garder sa détermination.

Que notre détermination à tous et toutes puisse se transformer en action.

**A tête haute !
Vive l'anarchie !**

Ivan

Une lettre d'Ivan

Anarchist Bure Cross / 23 novembre 2022

Bonjour tout le monde,

J'écris ces quelques lignes pour donner des nouvelles.

Je continue la grève de la faim que j'ai commencé le 27 octobre en solidarité avec la lutte d'Alfredo Cospito pour sortir du 41 bis. Je vais bien. Je me sens fatigué et parfois j'ai la tête qui tourne, mais ma détermination demeure intacte.

C'est la première fois depuis juin, quand j'ai été enfermé ici, que j'ai l'impression de faire quelque chose qui vaille la peine, au lieu de simplement survivre et regarder le temps passer.

Il y a deux semaines, le chef de la détention a menacé de me transférer en isolement si je continue (« pour mon bien, pour un meilleur suivi en cas d'un problème de santé soudain »), mais pour l'instant il n'a pas mis en œuvre son chantage.

Mon courrier est bloqué à nouveau. On m'a donné des lettres le 24 octobre, puis plus rien. Également, les lettres que j'ai écrit à mes proches à partir de la mi-octobre ne sont pas encore arrivées.

Jeudi 24 novembre à 13h30, je passerai devant la nouvelle juge d'instruction (Anne Grandjean), au tribunal de Bobigny, pour audition.

J'ai enfin pu commencer à lire le dossier de l'enquête. Dès le début, une petite surprise : la SDAT explique qu'ils ont commencé à filer l'autre compagnon (rapidement mis hors cause) et moi à partir de janvier dernier. Cela à cause d'« informations confidentielles » (une juge écrit « renseignements anonymes ») qui leur disaient qu'on serait les auteurs d'attaques incendiaires de véhicules diplomatiques ou de grandes entreprises, revendiquées par des anarchistes.

Toute ma solidarité à Alfredo, Anna et Juan, en grève de la faim.

Une pensée pour les prisonniers et les prisonnières révolutionnaires à travers le monde.

Liberté pour tous et toutes !

Ivan

Ivan a mis fin à sa grève de la faim

Anarchist Bure Cross / 2 décembre 2022

Ivan, incarcéré à la prison de Villepinte, nous fait savoir qu'il a mis fin à sa grève de la faim. Aujourd'hui, 1er décembre, il a recommencé à s'alimenter, après 35 jours de grève en solidarité avec la lutte d'Alfredo Cospito.

Il va bien et il envoie une forte accolade solidaire à Alfredo, Juan, Anna et Toby, ainsi qu'à tout le monde dehors.

Jeudi 24 novembre, lors de son audition devant la Juge d'instruction, Ivan a fait une courte déclaration et ensuite il a dit qu'il n'avait rien à déclarer en réponse aux questions de la juge.

Sa déclaration, à ce qu'on en sait, à été plus ou moins celle-ci : « Je suis anarchiste. Je partage tout acte qui va contre l'État et le capital et vers l'émancipation sociale et individuelle, y compris les actes de dégradation dont je suis accusé dans la présente procédure. Je suis actuellement en grève de la faim en solidarité avec Alfredo Cospito, compagnon emprisonné en Italie, en isolement, dans le régime appelé 41 bis ».

Il s'est ensuite plaint des blocages répétés de son courrier, qui l'isolent encore plus. Entre temps, il a reçu du courrier.

Le Juge d'instruction a utilisé sa déclaration, avec d'autres choses, pour justifier son avis défavorable à la DML, disant que le compagnon « ne remet pas en question ses actes et son idéologie ».

Pour contribuer au soutien financier de notre compagnon (mandats et dépenses légales) vous pouvez envoyer de l'argent à :

Associazione culturale Rebeldies, Cuneo (Italie)

motif du virement : "pour Ivan"

compte n. 78106085

IBAN : IT51 Q076 0110 2000 0007 8106 085

BIC/SWIFT: BPPIITRRXXX

La solidarité c'est l'attaque !

LETTRE DE DAMIEN SORTI DE DÉTENTION : COMMENT LES FLICS ENQUÊTENT

Anarchist Bure Cross / 17 septembre 2022

Hello, je suis sorti de la prison de Draguignan le 31 août. Nous pensons qu'il y a deux ou trois trucs qui doivent se savoir.

Pour expliquer rapidement leur bouillabaisse judiciaire en Octobre 2021 ils me condamnent à 6 mois pour des violences que je n'ai pas commise, le procès est super cheum parce que ce n'est pas moi qui ai décidé de la défense et donc de l'attitude à tenir au tribunal, enfin bon je suis ici condamné pour avoir mis une mite à un pointeur. Je sors en février 2022. A ma sortie je sais que je dois me barrer loin de là mais je n'y parviens pas. En Mars 2022 ils me foutent en GAV avec des accusations délirantes de menaces de mort. Une GAV qui va durer 6 mois...

En GAV en mars les flics m'ont parlé du site anarchiste Attaque.

Un échange qui m'a marqué avec un flic :

- Non mais tu m'explique pourquoi c'est moi qui suis en GAV ?
- On sait que dans cette histoire t'es la victime mais t'es pas tout a fait innocent. (bon en d'autres occasions je lui aurais répondu que je suis ni victime ni innocent ni coupable et que je l'emmerde mais vu les trucs délirants pour lesquels je me retrouvais là j'ai quand même voulu savoir)
- Mais tu crois que j'ai fais quoi sans déconné ?
- Le site Attaque parle de toi.

On peut quand même se demander c'est quoi le rapport avec la choucroute. Y'en a aucun. J'en avait juste déduit qu'ils m'ont collé en taule pour des faits qui n'ont jamais existé parce que je suis anarchiste. J'ai quand même réussi à contacter un pote pour le prévenir que les flics me parlaient de ça.

Un flic m'a aussi demandé ce que j'allais foutre au Val de Susa, en vrai j'y ai jamais été mais bon j'avais juste l'itinéraire dans le gps de mon téléphone. Il m'a fait remarqué qu'il savent que parfois je disparaît en Italie et je lui ai dit d'aller se faire foutre après lui avoir fait remarquer que quand je disparaît mon téléphone il reste là pastèque et c'est quand même plus simple de passer la première frontière que de se téléporter au Japon alors maintenant ramènes moi en cellule tu me gonfles.

Au mois de Mai je croise un mec que je connais en taule, ils sont venu le lever quelques jours avant moi pour de la merde, un truc qui date de plusieurs années en arrière, pas de quoi justifier de venir lever un mec à minuit avec un barrage routier. Ce soir là il avait mon ancien PC avec lui. Le PC est crypté en GPG mais

une autre personne a pu voir la clef. En GAV les flics l'ont interrogé sur moi. Un flic lui a dit : « c'est un terroriste, on a peur pour nos familles ». Ils étaient plus intéressés par mon PC que par son affaire bidon sur laquelle il n'a même pas été interrogé.

Toutes mes anciennes boîtes mail sont compromises depuis Août 2021. Et depuis février 2022 je n'y ai même plus accès alors qu'au moins une d'entre elles a été active depuis.

Mi juin, entre le 12 et le 15 je me rappelle plus la date exacte j'ai eu une fouille de cellule. Ils ont pris mon téléphone. Sans la puce, je l'ai avalé. Bon ensuite ils m'ont interrogé pour savoir qui j'appelais avec. Je leur ai dit d'aller se faire foutre bien sur. Juste après un maton m'a sorti de ne pas appeler des terroristes (sic) si j'avais encore un téléphone.

Tout le long de la détention je me suis senti interrogé. Bon c'est pas des interrogatoires déclarés mais tel ou tel intervenant extérieur qui me parlent d'actions vieilles de plusieurs années en récitant presque mot à mot des revendiqués que moi je connais bien sur, mais qui d'autre à part un flic du SAT ou de la DGSI sait que par exemple le revendiqué de Meylan ça parle d'attaques individuelles. Ou celui qui m'a demandé ce que c'était la FAI. Sans déconné c'est des trucs personne ne sait que ça existe à part le milieu et les flics. Et encore juste quelques flics de l'anti-terro ou du renseignement.

Enfin ce que je comprend c'est que j'ai fait une GAV de 6 mois.

Raconter tout ce qui s'est dit durant 6 mois c'est compliqué. Un interrogatoire classique ça va on est rodés, ça dure 4 jours et c'est clair. On te pose des questions claires et t'y réponds pas et ils te foutent au gnouf et basta. C'est plus facile de comprendre ce qu'ils cherchent exactement. Là pour moi c'est très dur d'y voir clair. D'autant que ça a été une vraie torture psychologique. Je crois que cette dernière année de prison a été la plus dure psychologiquement, et de loin ! M'enfin même si parfois j'ai déraillé je ne leur ai jamais donné la moindre information. C'est pas toujours simple de comprendre qu'on est interrogé dans ces conditions, surtout quand on est complètement isolé de l'extérieur. Je me suis souvent demandé si j'avais pas complètement pété les plombs et fini parano. J'ai compris clairement qu'il se passait un truc dehors quand ces cons de matons me soupçonnaient de commanditer les tirs de mortier qu'ils ont pris sur la poire. (D'ailleurs à l'intérieur on a tous kiffé). Quand j'ai reçu la lettre du pote à Villepinte y'avait plus de doute possible. Ça c'était moins cool.

Bon du coup vu que j'avais plus le moindre doute sur le pourquoi des allusions qui m'ont été faites j'ai enfoncé le clou quitte à me mettre un peu en danger pour comprendre où ils veulent arriver. Ce qui est évident c'est qu'ils cherchent à mettre en relation les un-e-s et les autres, notamment sur Paris et Grenoble. Enfin peut-être ailleurs aussi c'est pas impossible. Je ne pense pas qu'ils voulaient m'inculper, s'ils avaient de quoi ils l'auraient fait. Je pense qu'ils sont en train de mettre des moyens de dingue pour leur enquête de merde par contre.

En fin de peine j'ai eu la confirmation par quelqu'un dont je tairais la fonction pour ne pas le compromettre qui m'a dit que les flics enquêtaient déjà sur moi

depuis février avant ma sortie et qu'il savait que j'allais revenir. Il m'a aussi dit clairement en parlant d'Ivan « c'est la même affaire ».

Voilà, c'est le minimum d'infos qui doit vraiment se savoir je pense. Il faudra que je fasse une analyse de mécanismes de répression que franchement je ne pensais pas possible en démocratie libérale mais bon ça c'est un autre sujet et ça urge pas.

Pour Ivan, pour tou-te-s les compas incarcéré-e-s ou en fuite, La solidarité, c'est l'attaque.

Damien

COMMUNIQUÉS DES ACTIONS DONT IVAN EST ACCUSÉ

Montreuil (Seine-Saint-Denis) : La fibre arrive chez vous

Attaque / 26 janvier 2022

« La fibre arrive chez vous » ...bah non c'est raté, cette fois c'est nous qu'on est arrivés avant.

Le furgon-nacelle SFR qui était garé rue Girard à Montreuil la nuit du 21 au 22 janvier ne sera plus utilisé pour installer la fibre optique, ni rien d'autre. On lui a mis le feu, du coup il ne participera plus à la numérisation du monde. On a voulu mettre un petit bâton dans les rouages de la machine qui est en train de nous étouffer. La transformation en cours de nous tous en simples appendices d'un réseau d'ordinateurs, dans une société d'autant plus autoritaire et fondée sur l'exploitation et la destruction des êtres humains et de la nature.

Pour des aspects de plus en plus nombreux de notre quotidien, on doit passer par des écrans connectés, qui nous surveillent, nous mettent au pas, décident pour nous et au final amoindrissent nos capacités de gérer nos vies par nous-mêmes. Mais ils n'ont pas encore réussi à dompter notre haine. Ripostons par le sabotage !

Une pensée pour Toby et pour les anarchistes qui, partout dans le monde, payent avec l'emprisonnement leur engagement pour la liberté de tous.

Paris : Une petite étincelle contre Enedis

Attaque / 1er février 2022

Au petit matin du 22 janvier, rue du Général Bizot à Paris on a incendié une camionnette d'Enedis, filiale de l'empire nucléaire EDF.

Cette petite action peut sembler dérisoire par rapport à un si grand groupe industriel, mais peu importe au moins on aura essayé de ne pas nous cantonner à des palabres, et en tout cas ce type d'argument ne fait que pousser à la résignation.

Par ce geste et par ces mots, les deux sont indissociables, nous espérons également motiver d'autres personnes à passer à l'action. Celles et ceux qui veulent agir dans le sens de l'émancipation individuelle et collective car iels voient non seulement que cette société techno-industrielle court vers le désastre écologique mais aussi que les « solutions » qu'on nous propose vont toutes dans la

direction d'un plus fort asservissement individuel.
Et que nos petites étincelles puissent enfin mettre le feu à la prairie !

Une accolade à celles et ceux qui luttent, notamment contre le nucléaire. Une pensée pour nos compagnonnes et compagnons en taule, parmi eux Alfredo, anarchiste italien qui a tiré sur un nucléocrate.

Quelques anarchistes

Montreuil (Seine-Saint-Denis) : C'est l'histoire d'un journaliste malavisé...

Attaque / 20 février 2022

reçu par mail / dimanche 20 février 2022

Les journaux sont les porte-parole du pouvoir et de l'argent. Ils sont des entreprises qui veulent faire du fric comme toutes les autres entreprises. Leur prétendue « objectivité » ne dépasse presque jamais les limites de la narration étatique et les intérêts économiques.

Prenons par exemple l'opposition au nucléaire. Avec leur soutien enthousiaste ou parfois leurs fausses critiques les journaux nous donnent l'impression d'un débat « démocratique » pour mieux nous préparer à accepter des décisions prises à l'avance pour satisfaire les intérêts économiques de ce secteur énergétique et la soif de puissance militaire des hautes sphères de l'État. Et les médias « écolos », leur critique à cette technologie dévastatrices se limite à des bonnes intentions, mais ils sont toujours prêts à condamner les personnes qui essayent de la contraster par des actes. Leur défense de la légalité n'est rien d'autre qu'une défense de l'État et des patrons (les patrons du nucléaire, les patrons de ce monde, leurs patrons bien-aimés).

Parmi les quotidiens régionaux, l'Est Républicain se démarque pour son rôle de soutien sans faille à l'État dans la construction de la poubelle nucléaire de Bure. Un vrai relais de la préfecture.

Vous pensiez qu'on avait oublié la façon dont vous avez « couvert » par exemple Vent de Bure ? Et la liste pourrait être longue....

Mais ces pisse-copies se prennent pour la fin fleur de ce meilleur des mondes et ils aiment afficher leur « prestigieuse » profession. Un plumitif de l'Est républicain est venu en région parisienne, peut-être pour y passer ses vacances ? Ce journaliste malavisé a garé la voiture flanquée du logo de son torchon républicain rue Armand Carrel à Montreuil (au coin de rue de Valmy - la rue des camionnettes Eiffage qui crament si bien*). On l'a incendiée hier soir. Un petit avant-goût en attendant de mettre le feu à ce journal de merde, à ses semblables et au monde qu'ils défendent et justifient.

L'État veut lancer un projet pharaonique de renouvellement de son parc de réacteurs nucléaires, avec les dévastations et la répression qui l'accompagnent. Montrons-leurs qu'ils devront affronter notre résistance et que ça ne seront pas que des mots !

Feu à l'État, au capital et à leurs porte-paroles !

Signé : l'Est (parisien) anarchiste

* Note d'Attaque : probable référence aux deux actions incendiaires qui ont eu lieu dans le secteur en février et septembre 2021.

Paris : L'ennemi est ici

Attaque / 5 mars 2022

reçu par mail / samedi 5 mars 2022

Nos ennemi·es ne sont pas les autre exploité·es mais les patron·nes et le états. Nous rejetons tous les appels nationalistes et frontistes, même si nous reconnaissons l'horreur de l'invasion russe de l'Ukraine. Mais Poutine n'est pas devenu un dictateur le 24 février parce que les médias et les dirigeants occidentaux le condamnent. La dictature a toujours été là, la Russie et son vassal le Bélarus ont toujours été des états policiers. Il suffisait de regarder les choses et pas se contenter de faire des affaires. La répression brutale de toute revendication populaire, les opposant·es assassiné·es, torturé·es et emprisonné·es...

Nous pensons à nos compagnon·nes anarchistes, comme Ilya Romanov qui a passé des long années en taule ou aux deux jeunes compagnons russes récemment condamnés à plusieurs années de taule pour avoir dynamité un commissariat de la police politique – dans un jeu vidéo ! Nous pensons aussi à la révolte de 2020 au Bélarus, quand les habitant·es de ce pays ont voulu renverser le dictateur Loukachenko. Des dizaines de personnes ont été tué·es par la police, des centaines torturé·es, des milliers emprisonné·es dans l'indifférence de l'Europe. Pendant qu'ils voulaient avoir le dessus dans les jeux géostratégiques, les gouvernement occidentaux n'ont jamais condamné l'état policier russe qui au contraire a toujours été un partenaire économique important. Société Générale, Total, Engie, Renault, le grupe Auchan... c'est aussi avec l'argent français que la dictature de Poutine a prospéré, c'est avec cet argent que l'armée qui aujourd'hui massacre des civils et menace des désastres nucléaires a été financée.

Aujourd'hui, nos compagnon·nes de l'Europe de l'Est continuent de se battre. Comme des nombreux autres civil·es, les anarchistes ukrainiens ont pris les armes pour résister à l'invasion russe. De l'autre côté du front, les anarchistes russes et biélorusses s'opposent, comme des dizaines de milliers de personnes, à l'impérialisme de Poutine et de son sous-fifre Loukachenko. Nous ne pensons pas à elleux comme à des victimes, mais comme à des combattant·es révolutionnaires. Comme Mikhail Zhlobitsky.

Nous ne pouvons qu'essayer d'être à leurs côté en luttant contre l'état et les patrons ici.

Cette nuit nous avons mis le feu à une BMW avec plaque diplomatique et à un SUV Aston Martin rue Edmond About, dans le quartier parisien de Passy.

Que l'opposition à cette invasion impérialiste déclenche, partout dans le monde, la révolution !

Paris : Notre bulletin de vote est un briquet

Attaque / 28 avril 2022

Le voici le monde d'après. Misère, exploitation, surveillance, répression, dévastation de l'environnement, virtualisation de la vie, guerre. Il ressemble à s'y méprendre au monde d'avant, de toujours, et ça s'empire de plus en plus. Et comme solution on nous promet des énergies « vertes » comme le nucléaire, pour continuer à produire et à consommer, à travailler et à gâcher nos vies. Et la démocratie ! Mais oui bien sûr, on a le droit de choisir nos maîtres ! Le choix entre la peste et le choléra. Et on oubliait presque le populisme du pathétique tribun qui veut devenir premier ministre.

On ne veut pas choisir entre un président des riches et une candidate néofasciste, entre deux visages du même désastre (en on ne veut pas de la gauche non plus, d'ailleurs). La vie est ailleurs.

La veille du 2 tour on a crâmé un utilitaire Enedis rue Mousset Robert à Paris.

Ni Dieu ni César ni tribun
Que crève leur démocratie !
Que crame le meilleur des mondes !

anarchistes

Paris : Une voiture de service de la RATP en feu

Attaque / 10 mai 2022

Une nuit de fin avril j'ai mis le feu à une voiture de service de la RATP à Paris (rue des Rondeaux)

La RATP est un acteur incontournable de la gestion capitaliste/étatique de nos vies (en région parisienne). Elle nous transporte vers le travail, les lieux de consommation les différentes tâches qui nous sont imposées. Lire : exploitation et aliénation.

Elle fait le tri entre des bon pauvres à transporter gratuitement (mais avec la possibilité de contrôler leurs déplacements) et des mauvais qui n'ont pas les bons papiers ou ne veulent pas être tracés. Pour ces derniers, portiques, caméras partout, contrôleurs, vigiles, le tout en étroite collaboration avec la police.

Les rouages de cette normalité morbide sont en bas de chez toi!

Mettons des bâtons dans les roues du train-train quotidien!

un fraudeur

ACTIONS EN SOLIDARITÉ AVEC IVAN

Nique la diplomatie, les médias et le nucléaire ! Vive l'Attaque !

bureburebure.info / 22 juin 2022

Dans la nuit du 10 au 11 juin, une personne suspectée d'être admin du site attaque.noblogs.org a été arrêtée puis placée en détention provisoire, et les médias ont lâché leur venin sur cette histoire. Il lui est reproché d'avoir mis le feu à 58 voitures entre 2017 et 2022 dans les « beaux quartiers » de Paris : voitures diplomatiques, voitures d'entreprises privées (Eiffage) ou publiques (Enedis, RATP) ou de médias (l'Est Républicain). Plus d'infos issues de la presse mainstream [ici](#).

Ca nous a mis la rage.

Avec cette banderole, on envoie toute notre solidarité depuis Bure & que se propage la révolte.

PS : banderole vue en avant-première par l'hélico de la gendarmerie qui passait par là, en faisant son travail de répression...



Incendie d'un utilitaire Vinci en solidarité avec Ivan

Paris Luttes.info / 11 juillet 2022

Revendication d'une action en solidarité avec Ivan, incarcéré à la maison d'arrêt de Villepinte.

Dans la nuit du 7 au 8 juillet, rue Paul Hochart à l'Haÿ-Les-Roses (94), nous avons mis le feu à un utilitaire Vinci. Vinci est une entreprise de merde pour pleins de raisons mais notamment pour le fait qu'elle construit des prisons. Par solidarité avec Ivan, compagnon anarchiste incarcéré à la prison de Villepinte soupçonné d'avoir incendié différents types de voitures, nous avons attaqué un véhicule de cette entreprise en l'incendiant.

Quand bien même cette action ne renversera pas l'ordre des choses, elle mettra au moins des bâtons dans les roues dans une structure concrète de la domination. Les cibles sont partout, attaquons-les !

Des pensées à tous.tes les prisonnier.ère.s anarchistes incarcéré.e.s
Feu à toutes les dominations ! Crève la taule et vive l'attaque !

Pancartes de solidarité sur le Tour de France : Forza Ivan !

Indymedia Lille / 28 juillet 2022

Des pancartes contre la prison au Tour de France

Ivan a été arrêté le 11 juin 2022 vers 3h30 du matin, selon Le Parisien au moment où il rangeait son vélo. Il est accusé d'avoir brûlé 6 véhicules, dont et notamment une voiture diplomatique dans le 17^e arrondissement le soir-même.

Les jours d'après, les médias nous ont servi des infos visiblement sorties directement du dossier d'instruction mais aussi l'histoire d'un Ivan qui sortirait tous les samedis soirs à vélo pour mettre le feu à des bagnoles.

En même temps, un autre type de rallye cycliste a lieu, un peu moins chaud certes. Macron nous signalait dans une interview le 21 juillet à l'arrivée à Hautacam que c'est une « chance » de pouvoir voir gratuitement le Tour de France en ces temps où « les fins de mois sont difficiles, le caddie de plus en plus cher ». C'est « du pain et des jeux », mais sans le pain.

Nous, on aime saisir chaque petite « chance » et jouer le jeu ! Plutôt qu'un spectacle que l'État nous offrirait pour oublier que c'est la merde, le Tour de France pour nous cette année, c'était aussi un truc qu'Ivan et d'autres pouvaient sans doute voir depuis leur cellule, alors on a tenté le coup : on s'est posté dans un coin sur le parcours de la dernière étape du Tour de France, à Paris, avec des pancartes :

FORZA IVAN (Allez Ivan - en italien) - A L'ATTAQUE

LE VELO C'EST LE FEU - FUOCO ALLE CARCERI (Feu aux prisons - en italien)

Le cynisme de Macron et de l'État nous dégoûte, mais heureusement que des actions telles que celles dont est accusé Ivan sont là pour nous réchauffer le coeur. Force et courage à tou.te.s les prisonnier.e.s révolté.e.s !





Athènes (Grèce): Revendication de l'incendie d'une voiture de service COSMOTE

Indymedia Lille / 19 août 2022 ; traduction française : Attaque / 28 octobre 2022

Ces derniers mois, il y a eu beaucoup d'incendies ici dans cette ville. Surtout à cause des actions en solidarité avec l'anarchiste Giannis Michailidis, en grève de la faim. Pour l'instant, il a interrompu sa grève de la faim, mais il attend toujours de sortir de sa cage. Cette dynamique qui a eu lieu au printemps doit être gardée en vie. Quelle meilleure façon de passer des vacances estivales que de brûler des propriétés de technocrates, d'attaquer la société carcérale technologique. Oui, les gens sont parti.es dans les îles, mais il y a probablement des trucs à cibler là-bas aussi. De telle façon que, quand les gens reviendront en septembre, nous ne repartirons pas de zéro, mais nous aurons encore le feu qui brûle dans nos cœurs.

L'industrie carcérale ne s'arrête jamais, la chasse aux vies humaines et animales, pour les enfermer dans des cages, les meurtres de la part de la police – la répression et la surveillance sont parmi les principaux piliers du capitalisme. La suspension de sa grève de la faim suit l'appropriation et la récente occupation, de la part de l'État et d'investisseurs, de la colline Stréfi. En même temps, ils préparent la destruction et l'état de siège de la place Exarcheia pour y construire une station du métro. Cela sera suivi par une augmentation de la présence policière dans les universités. Ils savent qu'ils nous trouveront dans la rue, face à eux, lors de mobilisations de masse. Et ils veulent nous gazer, pour nettoyer la ville à coups de lacrymos. Mais la lutte urbaine trouve de nombreuses cibles la nuit.

Par exemple COSMOTE, une filiale d'OTE, dont l'actionnaire à 40% est Deutsche Telekom. Ensemble, ces deux entreprises forment une multinationale de la surveillance, qui donne aux forces répressives un accès direct aux données en sa possession, les aidant à épier les gens dans leurs habitudes de communication. Le Groupe OTE est membre de l'alliance d'entreprises qui s'engage dans un grand projet technologique pour l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle et pour Frontex. Ces deux organisations sont responsables de la sécurité et de la protection des frontières externes de l'Union Européenne. L'OTE et les entreprises Everis, Cancom et Sopra Steria travaillent avec les systèmes d'information et de développement de ces deux organisations. Le budget total de ce projet est de 442 millions d'euros. Ces services seront fournis par un groupe d'ingénieurs spécialisés du Groupe OTE, dans les bureaux du groupe, à Athènes, mais également par une présence physique dans les bureaux d'euLISA à Strasbourg et de Frontex à Varsovie.

En même temps, la société technologique, dont OTE est une des avant-gardes, essaye de transformer les gens en esclaves qui regardent toute la journée des écrans morts et mettent leur argent dans une vie sociale fautive qui est tout sauf sociale. Les gens n'ont jamais été si peu en lien que dans ce monde interconnecté. S'en prendre à COSMOTE rentre aussi dans le cadre de la guerre sociale et de classe.

COSMOTE participe au déploiement du réseau 5G. Ce réseau est le prochain niveau de la société de surveillance. C'est ce dont ils ont besoin pour des voitures autonomes. Une voiture autonome est remplie de caméras et reliée au réseau 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Les voitures Tesla sont des systèmes de contrôle d'ampleur, avec des yeux qui regardent partout et épient nos vies. Imaginez une ville remplie de ces voitures.

La technologie n'est jamais neutre. Du couteau qui coupe la viande, au technocauchemar d'aujourd'hui et de demain, tout est une arme. Et les riches les utilisent toutes pour leur propre sécurité. Ils pensent.

Aux premières heures du 7 août, nous avons incendié une voiture de service de COSMOTE, place Variutidi, à Analipsi [dans le sud-est de l'agglomération d'Athènes ; NdT]. Des salutations aux compas qui ont incendié une voiture de la même entreprise, il y a quelques semaines à Exarcheia.

Nous dédions ce signe minimal de solidarité à G. Michailidis et aux prisonniers qui ont soutenu sa grève de la faim.

C'est aussi une action pour l'anarchiste Ivan, qui est à la prison de Villepinte, en France, depuis le 11 juin, accusé d'avoir brûlé de nombreuses voitures dans le secteur de Paris.

De la force pour chaque prisonnier.e insoumis.e.

*Anarchistes / Αναρχικοί/ες
(source: Indymedia Athènes)*

Caen/Ouistreham (Calvados) : banderoles solidaires

Sans nom / 1er septembre 2022

« Pour info, des banderoles ont été aperçues sur un pont au-dessus de la 4 voies entre Caen et Ouistreham : « Liberté pour Vincenzo, Boris, Ivan et toutes les autres» . »

Barcelone (Espagne) : Attaque incendiaire contre une antenne-relais 5G

imc-barcelona / 18 septembre 2022; nous traduisons

Une nuit de septembre, nous avons décidé d'éclairer l'obscurité, en plaçant des engins incendiaires sur une antenne-relais 5G, à Barcelone, près du parc Montjuic.

Cette action est une contribution en plus à la lutte contre la domination.

Nous envoyons une chaleureuse accolade à Toby Shone, Boris, Ivan, et tou.tes celles/ceux qui gardent vivante l'anarchie.

Quelques anarchistes

Feu Anarchiste Inévitable

Indymédia Lille/ 18 septembre 2022

En se promenant dans le Gers.

Avons saccagé quelques antennes relais.

La solidarité c'est l'attaque.

Ivan on pense très fort à toi.

On voulait créer ici et maintenant un espace pour toi, pour Alfredo, et pour toutes les compagnons-nes incarcérés ou en cavale.

*Groupe FAII
Feu Anarchiste Informel Inévitable*

QUELQUES PREMIERS ÉLÉMENTS DU DOSSIER D'ENQUÊTE

Les informations qui suivent sont issues d'une première lecture rapide du dossier d'enquête. De ce fait elles sont forcément incomplètes.

TOUT D'ABORD, COMMENT CETTE ENQUÊTE A COMMENCÉ ?

La Sous-Direction Anti-Terrorisme de la Police judiciaire a commencé à enquêter de son initiative, début janvier 2022, suite à des « informations confidentielles recueillies par [le] service » (dans un autre document, un juge parle de « renseignements anonymes »). Les policiers « recueillent » les noms de deux compagnons, susceptibles selon ces informations d'être les auteurs des attaques incendiaires, revendiquées par des anarchistes, qui visent depuis des années des véhicules à Paris et environs. Par le passé, différents commissariats locaux et le groupe anti-terrorisme la DPJ 1 (une section de la Police judiciaire parisienne) avaient déjà mené des enquêtes, notamment pour « association de malfaiteurs », sans succès.

La Division Nationale de Recherche et de Surveillance (on pourrait la voir comme le « service opérationnel » de la SDAT) met en place des filatures des deux compagnons. Ils prévoient de suivre Ivan du 10 janvier au 3 février 2022, l'autre personne du 17 janvier au 3 février. Concrètement, cette partie du dossier comporte des PV d'agents de la DNRS qui se placent le matin devant les habitations des deux compagnons et les suivent (à pieds ou en voiture) dans leurs déplacements, au travail, les photographient au supermarché etc. On remarquera qu'il est fréquent qu'ils perdent de vue leur « cible » quand celle-ci se déplace à pied ou à vélo.

Le deuxième compagnon est rapidement mis hors de cause. Les agents de la DNRS disent avoir vu et photographié Ivan en train de coller des affiches à Paris et à Montreuil, tard le soir du 18 janvier. Le soir du 21 janvier, ils le suivent à nouveau lorsqu'il se rend à Paris. Le compagnon se balade à vélo et les flics le perdent de vue presque toute de suite. Ils déploient alors quatre « dispositifs de surveillance » (on imagine des voitures) : en soupçonnant que le compagnon se dirige encore vers Montreuil, ils les placent à quatre points de passage entre Paris et cette ville. Un de ces « dispositifs » aurait aperçu le compagnon sur la commune de Montreuil (ils le perdent de vue tout de suite après). La police utilise cela comme indication du fait que le compagnon serait l'auteur, cette nuit-là, de l'incendie d'un fourgon-nacelle SFR, à Montreuil, et d'un véhicule Enedis dans le douzième arrondissement parisien.

Le 23 février, la SDAT prend contact avec le tribunal de Bobigny, qui la charge officiellement d'enquêter sur le compagnon.

LES ENQUÊTES

Il y a d'abord toute une série de vérifications «administratives», par exemple auprès de la CAF, des services des impôts, de différentes administrations et services de police (avec la liste des précédents judiciaires et de police - toute infraction, jugée ou classée sans suite, y est listée), les relevés du compte en banque du compagnon, etc. Ils ajoutent des informations assez vagues sur ses précédents en Italie.

En mars, la SDAT effectue une recherche via la Plateforme Nationale des Interception Judiciaires et demande des informations aussi à l'opérateur téléphonique chez qui le compagnon a un abonnement. Cela leur permet de connaître les identités des titulaires des lignes avec lesquelles il échange, les factures détaillées et la géolocalisation des appels. Ils obtiennent donc la liste des lieux de bornage du téléphone du compagnon (pour voir s'il ne borne pas à proximité des lieux des incendies) et la liste de ses contacts, sur un an. Ils essayent d'établir une courte biographie de chacun d'entre eux. Ils lisent tous les sms envoyés et reçus (et ne trouvent rien d'intéressant).

Grâce au numéro de téléphone du compagnon ils peuvent connaître le numéro IMEI du boîtier et cherchent à savoir si d'autres cartes SIM ont été utilisées dans cet appareil.

À partir du 16 mars, la SDAT met en place une géolocalisation en temps réel du téléphone «personnel» du compagnon.

Après étude des appels de ses proches, ils disent avoir établi que le compagnon utiliserait aussi un autre numéro de téléphone, comme ligne «professionnelle».

Depuis mars également, une balise GPS est installée sur la voiture d'Ivan et une caméra cachée filme la porte d'accès de son immeuble (elle était probablement installée sur un poteau d'éclairage de l'autre côté de la rue).

Des le début de l'enquête les flics donnent pour acquis qu'Ivan est l'administrateur du blog Attaque (<https://attaque.noblogs.org>). En mars, sur ordre de la procureur, Laure-Anne Boulanger, ils prennent donc toute une série d'actions incendiaires qui ont eu lieu à Paris et environs ces dernières années et qui ont été revendiquées par des mails envoyés à ce blog et les joignent à leur procédure (ça donnera 59 attaques incendiaires au total, en date du 11 juin). La juge d'instruction l'inculpera «seulement» pour les six derniers incendies (ceux qui ont eu lieu en 2022), pour les autres Ivan est témoin assisté.

Fin mars et début avril, la SDAT demande à la Direction Nationale du Renseignement Pénitentiaire de leur fournir les informations sur des contacts épistolaires que Ivan a eu avec K. et avec B., deux compagnons qui ont été emprisonnés ces dernières années. La DNRP lui envoie la copie d'une partie de ces échanges, y compris les photocopies des couvertures des livres qu'Ivan a envoyé à l'un d'entre eux. La DNRP les informe aussi de l'argent que notre compagnon a envoyé à l'un de ces deux compagnons (ce que la SDAT a vu aussi sur son compte en banque). Il y a une forte attention pour K., dont ils versent au dossier les fiches

d'impôt, la liste des antécédents judiciaires et la liste des personnes ayant eu le droit de lui rendre visite dans les deux prisons où il a été emprisonné.

Cette requête à la DNRP serait justifiée par le fait que de nombreuses attaques incendiaires des dernières années, dont la SDAT soupçonne Ivan d'en être l'auteur, sont en solidarité avec les deux compagnons emprisonnés.

Dans toutes les procédures pour des incendies à Paris, les flics consultent les caméras du système PVPP (Plan de vidéo-protection pour Paris, de la préfecture de police) pour chercher des images des auteurs des incendies, à notre connaissance sans succès. Parfois ça se passe en direct. Par exemple, la nuit du 24 avril la voiture d'Ivan est geolocalisée près de Paris, alors une agente de la SDAT regarde sur des caméras du PVPP. Elle aperçoit un camion des Sapeurs pompiers dans le XII^e ardt. et demande au commissariat local de quoi il s'agit. C'est une fourgonnette Enedis qui brûle.

Les policiers de la SDAT cherchent aussi, systématiquement, à exploiter les caméras privées situées dans les environs immédiats des attaques et demandent aux riverains s'ils ont vu quelque chose. Pour l'incendie du 4 mars, rue About, par exemple, ils récupèrent les vidéos des caméras d'un petit supermarché, d'un fleuriste et de deux entreprises, qui filment des parties de la rue. Ils disent y voir quelqu'un à vélo, qu'ils disent être l'incendiaire, sans que les images ne révèlent rien d'utile pour l'identifier, ni pour prouver que c'est l'auteur de l'action incendiaire.

Les policiers s'intéressent aussi au seul cybercafé situé dans le secteur où Ivan habite et où ils disent l'avoir vu entrer lors d'une filature. Ils demandent par exemple à la Police municipale les enregistrements de la caméra de ville la plus proche, pour la journée au cours de laquelle aurait été envoyé le mail de revendication de l'incendie du 5 mars. Ils vont jusqu'à placer (inutilement) une caméra cachée pour surveiller l'accès du cybercafé, du 8 avril au 8 mai.

Les flics filent notre compagnon aussi quand il fait ses courses. Quelques jours après un incendie, la SDAT demande par exemple à la sécurité d'un supermarché près de chez lui, où ils l'avaient vu entrer l'après-midi précédent l'incendie, à quelle caisse il est passé et à quelle heure et ils demandent une copie du ticket (et ne trouvent rien qui les intéresse).

ARRESTATION ET PERQUISITIONS

L'impression est que fin mai les choses s'accélérent. L'autorisation pour les perquisitions de l'appartement d'Ivan et de sa voiture sont signées par un juge des libertés le 19 et le 23 mai. Le soir du 10 juin, les policiers de la SDAT remarquent (probablement grâce à la balise GPS) que le compagnon se déplace en région parisienne et mettent en place une filature (comme ils l'ont déjà fait à d'autres reprises). Ils disent qu'ils le suivent pendant qu'il se balade à vélo, jusqu'à arriver dans le 17^e arrondissement parisien. Les flics le perdent de vue pendant trois heures, jusqu'à ce qu'il revienne à sa voiture, mais ils sont prévenus qu'une voiture appartenant à une ambassade est incendiée dans le 17^e (le feu se propage à d'autres voitures, stationnées à côté, et lèche la devanture des commerces en face). Ils décident alors de l'interpeller.

Une équipe de la DNRS, pistolets à la main, bloque avec deux camionnettes (une devant et une derrière) la voiture d'Ivan à la sortie d'une voie rapide, alors qu'il arrive chez lui. Pendant l'interpellation, juste après les menottes et un masque de ski opaque qui l'empêche de voir, on lui met sur les mains des sachets en plastique pour «préserver les traces». Quand le technicien de l'Identité judiciaire arrive, il lui passe une espèce d'écouvillon qui sera analysé pour trouver des traces d'hydrocarbure (sans résultat).

Après l'interpellation, les policiers de la SDAT font une fouille de la voiture du compagnon. Ils mettent sous scellé une casquette, un sac à dos, un vieux briquet, un shocker, un brassard «police» et deux brise-vitres. Après ils vont chez lui.

Lors de la perquisition de son domicile, les flics saisissent deux téléphones (celui qu'ils définissent comme «personnel» et le «professionnel»).

Le premier est de la marque Wiko et la Brigade d'appui en téléphonie, cyberinvestigation et analyse criminelle (BATCIAC) arrive à en examiner le contenu sans connaître le mot de passe, grâce aux logiciels XAMN et XRY de l'entreprise MSAB. Ils épluchent les données enregistrées et ne trouvent rien qui puisse les intéresser.

La carte SIM est verrouillée et ils n'arrivent pas à y accéder. Ils essaient aussi d'explorer les données de l'autre mobile, un iPhone 8 (avec le logiciel UFED de l'entreprise Cellbrite), sans succès.

Ils saisissent aussi deux ordinateurs. Le premier est chiffré avec le logiciel Bitlocker, ce qui les empêche d'y accéder. Ils essaient alors de copier le disque dur (avec les logiciels Tableau T35 de l'entreprise IDE Forensic et Accessdata FTK_Imager de l'entreprise Bridge) mais n'y arrivent pas.

Pour l'instant on n'a pas trouvé d'informations sur l'exploitation du deuxième ordinateur (qui est chiffré avec Luks).

Ils examinent sur place les clefs USB et les cartes mémoire qu'ils trouvent, sans y voir rien qui puisse les intéresser. Ils saisissent des cartes du PVPP, de l'argent, quelques livres sur l'anarchisme choisis au hasard et une série d'autocollants.

QUAND UNE BOURGEOISE JOUE LES BALANCES

Juste après l'incendie du 11 juin, Manon Rouas, co-proprétaire d'une clinique esthétique (Maison Marignan - Clinique médicale esthétique, 10 rue Villebois Mareuil, Paris XVII), prévient les flics qu'elle peut les aider. La clinique est à proximité immédiate du lieu de l'incendie (sa façade a été abîmée par les flammes) et elle est équipée d'un interphone qui filme le trottoir et la rue 24 heures sur 24. Sur la vidéo, qu'elle leur donne très rapidement, on verrait une personne intervenir sur la voiture de l'ambassade peu avant qu'elle s'embrase. La vidéo est versée au dossier comme preuve à charge contre le compagnon.

CES INFORMATIONS N'ONT PAS POUR BUT D'EFFRAYER OU DE POUSSER À L'INACTION, MAIS AU CONTRAIRE D'INCITER À LE FAIRE AVEC LE PLUS DE PRÉCAUTIONS POSSIBLE.

SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

Pierleone Porcu – « Solidarietà rivoluzionaria », publié dans la revue Anarchismo, n. 72, mai 1993

Il y a de nombreuses manières de manifester de la solidarité envers des compagnons criminalisés par l'État, chacune d'entre elles est une expression directe de la manière dont on intervient dans le conflit social en général.

Il y a ceux qui voient la solidarité comme un service social prêté à tel ou tel compagnon arrêté, et ils font des choses telles que : chercher des avocats, envoyer de l'argent et des vêtements, rendre visite, etc. Cette solidarité purement humanitaire se traduit aussi par la constitution de comités de défense et leurs campagnes dont le but est d'influencer l'opinion publique.

Et puis il y a ceux qui voient la solidarité dans un sens strictement politique et qui jouent à faire un tas de « distinctions » dont le but est de ne pas compromettre l'image de leur propre activité. Donc pour des raisons opportunistes, ils défendent et font preuve de solidarité envers ceux qui se déclarent innocents, pas envers ceux qui revendiquent leurs actions.

D'autres encore, s'ils voient qu'il y a quelque chose à gagner en termes de propagande politique, sortent immédiatement des tracts et des brochures en solidarité formelle avec le ou les compagnons arrêtés, c'est-à-dire, ils se déclarent solidaires en mots, tandis qu'en pratique il n'y en a pas la moindre trace.

Et puis il y a la solidarité dans un contexte idéologique. C'est le cas des marxistes-léninistes dans leur version du parti révolutionnaire combattant. Ils expriment leur solidarité avec ceux qui ont des positions semblables aux leurs, et sont en opposition avec ceux qui ne partagent pas ou ne reconnaissent pas leur ligne politique ou leur stratégie, utilisant souvent la censure et l'ostracisme contre ceux qu'ils considèrent gênants.

Qu'est-ce que nous pensons que solidarité révolutionnaire veut dire alors ?

Le premier aspect est celui de voir la solidarité comme le prolongement de la pratique sociale insurrectionnelle que l'on mène déjà au sein du conflit de classe, c'est-à-dire, comme une démonstration directe d'actions d'attaque contre toutes les structures du pouvoir, grandes et petites, qui sont présentes sur son propre territoire. Et ceci parce que celles-ci devraient toujours être tenues pour responsables de tout ce qui arrive dans la réalité sociale, y compris, par conséquent, la criminalisation et l'arrestation de compagnons où qu'ils soient. Réduire la question de la répression contre des compagnons à quelque chose de strictement lié à l'appareil policier et judiciaire serait un manque de vue à long terme. La criminalisation et l'arrestation de compagnons doivent être vu dans le

contexte de la lutte sociale dans son ensemble, précisément parce que celles-ci sont toujours les moyens matériels hâtifs utilisés par l'État pour décourager partout la radicalisation. Peut importe sa grandeur ou son insignifiance, tout acte de répression fait partie des rapports de la lutte sociale en cours contre les structures de la domination.

Le deuxième aspect est que tout les compagnons révolutionnaires devraient être défendus par principe, peu important les accusations portées contre eux par l'appareil légal et policier de l'État, tout d'abord parce qu'il est question de les arracher à leurs griffes, c'est-à-dire, aux conditions d'« otage » auxquelles ils ont été réduits. En outre, il est aussi question de ne pas perdre l'occasion d'intensifier l'attaque contre la « loi » qui se veut l'expression régulatrice de tous les rapports de pouvoir présents dans la société constituée.

Le troisième aspect concerne le refus d'accepter la logique de défense qui est inhérente à la loi constitutionnelle, comme par exemple le problème de l'« innocence » ou de la « culpabilité » des compagnons impliqués, et cela parce que nous avons beaucoup de bonnes raisons de les défendre et personne ne peut justifier l'opportunisme politique de ne pas le faire. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas nous considérer comme des avocats, mais comme des anarchistes révolutionnaires en guerre sur tous les fronts contre l'ordre social constitué. Nous cherchons à détruire radicalement ce dernier de haut en bas, le juger, comme il le fait avec nous, ne nous intéresse pas. Pour cette raison, nous considérons toute sentence dictée par les vautours de l'État contre des prolétaires révoltés, et d'autant plus s'il s'agit de compagnons, comme une sentence dictée contre nous et qui doit, comme telle, être vengée par tous les moyens que nous considérons opportuns, en accord avec notre tempérament et nos goûts personnels.

Le quatrième et dernier aspect concerne notre attitude à l'égard des compagnons arrêtés, envers qui nous continuons à nous comporter comme à l'égard de ceux qui ne sont pas en prison. Ce qui veut dire que nous associons toujours, dans chacun des cas, une critique radicale à la solidarité révolutionnaire. Nous pouvons montrer notre solidarité envers des compagnons, et nous le faisons, sans pour autant épouser leurs idées. Ceux qui montrent leur solidarité envers des compagnons ne sont pas nécessairement mêlés à leurs opinions et points de vue, et la même chose vaut pour nous en ce qui les concerne. Nous soutenons activement tous les compagnons emprisonnés en tout, mais seulement dans la mesure où ce que nous faisons pour eux n'entre pas en opposition avec ou ne contredit pas notre manière d'être révolutionnaire insurrectionnaliste. Notre relation est exclusivement celle entre révolutionnaires sociaux en révolte, pas celle d'un marchandage de positions. Nous ne sacrifions aucune part de nous-mêmes, tout comme nous n'en attendons pas moins des autres.

Nous considérons la solidarité comme une façon d'être complices, comme une manière de prendre un plaisir réciproque et nullement comme un devoir, un sacrifice pour la « bonne et sacrée cause », parce que c'est notre propre cause, c'est-à-dire, nous-mêmes.

En partant de ces principes, de première importance dans le développement de notre action anarchiste insurrectionnaliste, la solidarité révolutionnaire prend du

sens en tant que telle, parce que nous montrerions un simple soutien matériel à n'importe quel ami qui se retrouve en prison.

La solidarité révolutionnaire fait partie intégrante de notre être en tant qu'anarchistes insurrectionnels. C'est dans cette dimension qu'elle devrait être manifestée sans cesse, précisément parce que cela contribue à élargir ce que nous faisons déjà.

[Traduction française : *La Cavale*, n° 11, janvier 2008]

Pour écrire à Ivan en prison :

Ivan Alocco
n. d'écrou : 46355
M.A. de Villepinte
40, avenue Vauban
93420 Villepinte

Et pour contribuer à son soutien financier (mandats et dépenses légales) vous pouvez envoyer de l'argent à :

Associazione culturale Rebeldies, Cuneo (Italie)
motif du virement : "pour Ivan"
compte n. 78106085
IBAN : IT51 Q076 0110 2000 0007 8106 085
BIC/SWIFT: BPPIITRRXXX



LA SOLIDARITÉ C'EST L'ATTAQUE !

Contact : leveloetlefeu@riseup.net